

Bruxelles, le 2.5.2018
C(2018) 2752 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 2.5.2018

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Tchad à financer sur le
11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 2.5.2018

relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020³ qui établit les priorités suivantes: Secteur (1) sécurité alimentaire, nutrition et développement rural; Secteur (2) gestion des ressources naturelles; Secteur (3) consolidation de l'État de droit.
- (2) La mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après l'«accord interne»)⁴ vise à améliorer l'accès à l'eau potable dans la zone urbaine et péri-urbaine de la ville de N'Djamena, Tchad.
- (3) L'action intitulée «Projet de réhabilitation et extension de l'adduction en eau potable de la ville de N'Djamena en faveur d'une croissance inclusive» vise d'une part à accroître le taux de couverture du réseau d'eau potable de la ville de N'Djamena de 30 % actuellement à au moins 45 % entre 2019 et 2021 et d'autre part à renforcer les capacités de gestion du secteur public de l'eau pour une pérennisation du nouveau système d'adduction d'eau potable. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec l'Agence française de développement.
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée dans l'annexe de la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), et à l'article 60, paragraphe 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012,

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Tchad C(2014)3681 final du 10.6.2014

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

applicables en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantisse un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Cette entité respecte les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.

- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, toute modification substantielle d'une décision de financement qui a déjà été adoptée suit la même procédure que la décision initiale. Il est donc convenu que la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision » afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe: Projet de réhabilitation et extension de l'adduction en eau potable de la ville de N'Djamena en faveur d'une croissance inclusive.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 15 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 2.5.2018

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission